Document 1 de l'Assemblée des membres : version provisoire

Mise à jour relative à la mise en œuvre du plan de travail de l'IITA de janvier à décembre 2024

---

1. Introduction

Ce document complète l'exposé que fera la directrice exécutive de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) aux membres du Conseil d'administration de l'IITA lors de leur réunion trimestrielle à distance qui se tiendra le 20 novembre, et propose quelques ajustements après onze mois de mise en œuvre (plus précisément la période allant du 1er janvier au 20 novembre 2024). Les informations présentées ici suivent la structure du plan de travail approuvé pour cette période, en faisant successivement référence aux domaines listés dans la première colonne. Un rapport financier complet, arrêté à la date du 30 septembre 2024, est également inclus à l'intention de l'Assemblée des membres et du Conseil d'administration. Il est basé sur le format standard validé par ce dernier.

2. Point sur la mise en œuvre du plan de travail de 2024

Champ d'application 1 : Gouvernance – Structure de responsabilité

Au cours des onze derniers mois, le Secrétariat de l'IITA a organisé quatre réunions du Conseil d'administration (y compris celle du 20 novembre 2024). Des présentations écrites et orales ont été faites aux membres du Conseil sur les sujets techniques, financiers et opérationnels, et les discussions ont également permis d'aborder les priorités du plan de travail de l'année 2025. Le premier semestre 2024 a été déterminant pour faire avancer les objectifs fondamentaux de l'IITA et, plus important encore, pour renforcer sa structure de gouvernance. Quant au second semestre, il a davantage été consacré à préciser les engagements stratégiques après l'entrée en fonction de la nouvelle directrice exécutive. Le Secrétariat a bien validé, à travers ses recommandations, l'ensemble des actions préconisées lors de l'Assemblée des membres du mois d'avril 2024 et dans le cadre des réunions successives du Conseil d'administration.

Outre l'amélioration des tâches de coordination et de gestion courantes, du suivi et de l'approche des risques auxquels est exposée l'Initiative, les principales activités retenues pour renforcer la responsabilité et la gouvernance ont porté sur :

- Le processus d'élection qui conduit au renouvellement du Conseil d'administration tous les deux ans, avant le 1er avril ;
- L'organisation et la tenue de l'Assemblée annuelle des membres de l'IITA et des échanges de la communauté (avril 2024) ;
- La préparation des réunions du Conseil d'administration du 17 janvier, des 11 et 23 avril et des 4 et 5 juin (dont deux ont eu lieu en personne), et l'assistance pour en assurer le bon déroulement ;
- Le lancement et la réalisation de l'enquête annuelle menée auprès des membres pour éclairer la planification stratégique ;
- L'intégration aux procédures opérationnelles permanentes (POP) de l'IITA d'orientations claires et actualisées sur la qualité de membre en règle et sur les conditions de dispense du paiement de la cotisation, en tenant compte des conclusions de la consultation des

membres par le groupe de travail sur les POP. Les POP ont par ailleurs été mises à jour pour les adapter aux nouvelles dispositions de gouvernance adoptées en 2023. La 8e version des POP a été approuvée par les membres en utilisant la procédure écrite Q2. La mise à jour des POP de l'IITA s'est conclue par l'ajout de clarifications sur les exemptions de paiement de la cotisation et sur la qualité de membres en règle. Ces révisions ont été publiées en anglais et en français sur le site Internet de l'Initiative ;
- Les réunions du Conseil d'administration des troisième et quatrième trimestres se sont tenues les 18 septembre et 20 novembre 2024 ;
- L'édition 2023 du rapport de suivi des résultats est en voie d'achèvement et sera publiée avant la fin de l'année.

Par ailleurs, conformément aux orientations fournies lors de l'Assemblée des membres du mois d'avril 2024, le Secrétariat a fait progresser la préparation du nouveau plan stratégique au cours des deux derniers trimestres. Le Conseil d'administration a entériné le mandat du groupe de travail chargé de la planification stratégique. Dans un souci d'inclusivité, il est encore possible de se porter candidat pour faire partie de ce groupe. Le travail se poursuivra en 2025 et posera les bases du nouveau plan stratégique. La directrice exécutive a fait le point, en reprenant les différentes étapes présentées à l'occasion de l'Assemblée des membres du mois d'avril dernier, sur la feuille de route du plan stratégique 2026-2030. Plusieurs activités s'inscrivant dans le cadre de la feuille de route sont actuellement menées, parmi lesquelles une analyse de l'environnement externe (achevée), un examen indépendant du plan stratégique en cours (commencée) pour en tirer les principaux enseignements, la préparation de notes thématiques, une consultation pour identifier les questions et une autre pour soutenir la préparation du nouveau plan stratégique (en cours). Un examen indépendant du plan stratégique en cours doit être réalisé parallèlement afin d'éclairer les membres et de les aider à définir l'orientation stratégique que doit suivre l'IITA au cours des cinq prochaines années.

Plusieurs consultations ont en outre été entreprises depuis la dernière présentation de la feuille de route, dont l'une à Nairobi qui s'adressait aux parties prenantes d'Afrique de l'Est, centrale et australe (du 4 au 6 novembre 2024). Un atelier consacré à la prospective doit avoir lieu le 10 décembre 2024.

La gestion des risques auxquels l'Initiative est exposée constitue un enjeu majeur du travail de la directrice exécutive et du Conseil d'administration dans le cadre de ces activités. Principal outil de gestion des risques, le registre des risques a été mis à jour en y intégrant celui de la viabilité financière :

- Description du risque :
    - Les liquidités de trésorerie ainsi que les soldes du fonds fiduciaire et des revenus de l'IITA tirés des cotisations des membres ne permettent pas de couvrir les charges d'exploitation liées aux nouvelles modalités d'hébergement.
- Impact :
    - La méconnaissance du montant des futures cotisations des membres conjuguée à la hausse des coûts d'exploitation du Secrétariat dans son nouvel environnement se traduit par la diminution des liquidités et des réserves de sécurité de l'Initiative.
- Plan de gestion :
    - Supervision et analyse régulières des flux de trésorerie sur la base des projections financières et des cotisations des membres ; le Conseil d'administration est ainsi alerté à l'avance si les opérations risquent d'épuiser les réserves de fonds pour imprévu en deçà du seuil d'un million de dollars.

Le Conseil peut accéder à tout moment à ce document sur le disque partagé de l'IATI GB#, à partir du lien suivant : Registre des risques du Conseil — Google Sheets

La Directrice exécutive a maintenu des échanges réguliers avec le Conseil d'administration en organisant des réunions hebdomadaires avec la Présidence du Conseil.

Champ d'application 2 : Gestion de la norme de l'IITA

Les activités relevant de ce champ d'application sont en bonne voie. Pour maintenir l'accès et l'utilisation de la norme de l'IITA, des procédures ont été mises en place pour en permettre le suivi. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne le glossaire de l'IITA. Les termes initialement identifiés dans la documentation relative à l'outil de validation ont désormais été traduits en français et en espagnol. Les actions de suivi consisteront à déterminer les mots-clés et les définitions de la documentation relative au tableau de bord et à l'outil de publication à ajouter au glossaire et à traduire en français et en espagnol, ainsi qu'à actualiser le glossaire aux fins de la cohérence.

Les trois réunions prévues du groupe de travail sur la gestion de la norme (SSWG) aux objectifs temporellement définis, dont le calendrier a été fixé lors de l'Assemblée des membres de Bogota, ont eu lieu. Une douzaine de membres de la communauté ont assisté aux réunions, en participant de manière enthousiaste et positive. ODS a mis en place un référentiel dédié qui permet aux membres du SSWG d'examiner, de concevoir et d'améliorer les processus utilisés pour régir la norme. Des exemples de modifications discutées lors de la réunion du groupe de travail ont également été produits, suscitant un dialogue important.

Ce groupe a clairement exprimé le besoin de progresser en 2025 dans la mise à jour de la norme de l'IITA, et de faire de ces processus une caractéristique régulière et attendue d'une initiative moderne et réactive. De plus, l'attention renouvelée accordée à la manière d'évaluer et d'appréhender l'impact et la valeur des mises à jour et des améliorations laisse entrevoir une base solide et une bonne volonté pour poursuivre cet objectif en 2025. Nous remercions ceux qui ont participé au groupe de travail, notamment pour leur dévouement et leur assiduité exemplaires. Les recommandations du SSWG seront examinées lors de la réunion du Conseil d'administration du 20 novembre 2024.

Le Secrétariat a produit un ensemble de lignes directrices relatives à la traduction au sein de l'IITA, définissant les principes à appliquer en interne en ce qui concerne la traduction de différents types de documents et de textes. Ces orientations ont été mises en œuvre dans le cadre de l'infrastructure technique de l'IITA, afin de permettre une traduction efficace des supports en ligne, notamment la documentation relative à l'outil de validation de l'IITA, qui a été traduite avec succès en anglais, en espagnol et en français.

Champ d'application 3 : Infrastructure technique

Les travaux relevant de ce champ d'application sont en bonne voie. Les actifs de la norme de l'IITA continuent d'être maintenus et diffusés. Les activités de maintenance technique et les corrections d'anomalies ont été réalisées selon les besoins. Le logiciel sous-jacent (Wagtail & Django) du site Web standard de l'IITA a également été mis à jour.

Des progrès notables ont été accomplis dans le cadre d'un projet de conception globale et d'alignement fonctionnel, avec l'élaboration d'une spécification et l'établissement d'un contrat avec des concepteurs externes. Les premiers actifs (en-tête/pied de page) ont été livrés et seront ensuite intégrés dans l'ensemble du système technique. Cela permettra d'harmoniser l'expérience des utilisateurs en ce qui concerne les outils d'accès aux données de l'IITA (d-portail, CDFD, Banque de données, IATI Tables) ainsi que les actifs de communication (site Web) et communautaires (IATI Connect).

En outre, une première version du nouveau thème des documents est maintenant en place pour l'outil de validation de l'IITA et a été annoncée sur Connect. Cela complète le projet de système de conception, qui vise à garantir une expérience utilisateur commune. Comme indiqué dans la section précédente, cela permet également d'intégrer l'infrastructure de traduction, afin que le système numérique de l'IITA puisse être utilisé dans plusieurs langues de manière efficace.

Un service de données en masse a été déployé et annoncé par le biais de IATI Connect et du bulletin d'information, et le transfert des outils pertinents est en cours. Les parties prenantes peuvent ainsi récupérer les fichiers de données de l'IITA en une seule fois, y compris des métadonnées essentielles concernant la source et le statut de tout fichier. Ce travail a été crucial, étant donné la nature distribuée de l'écosystème des données de l'IITA, les signataires mettant à jour leurs données à tout moment. Le service de données en masse constitue désormais une source d'information moderne, claire et faisant autorité pour ceux qui en ont besoin. Les activités relatives aux informations sur les fichiers (précédemment alignées sur ce projet) seront désormais prises en compte dans le projet relatif au tableau de bord (voir ci-dessous).

La mise à jour du tableau de bord de l'IITA a commencé. Ces activités comportent un certain nombre de phases, notamment la résolution de la dette technique, l'intégration dans une version future du registre de l'IITA et la prise en compte des indicateurs pertinents de la méthodologie de l'indice de transparence de l'aide dans le cadre d'une approche inclusive. Il est clair que le fait de disposer d'informations actualisées et fiables sur les données constitue un besoin essentiel pour de nombreuses parties prenantes, et la centralisation du tableau de bord de l'IITA pour en faire une source d'information en la matière, plutôt que la fragmentation de ces informations dans différents outils, est un facteur déterminant. Toutes ces phases seront mises en œuvre en tenant compte de la politique relative aux données de l'IITA, en cours d'élaboration en parallèle, qui définira le fonctionnement des outils de l'IITA.

La phase de recherche d'un service d'identification et d'ouverture de session unique est à présent terminée. Elle a permis d'examiner diverses options parmi celles qui existent sur le marché et qui permettront à l'IITA de mettre en place un service d'identification et d'ouverture de session unique sécurisé et conforme aux normes, qui opérera entre les différentes composantes de l'IITA, en offrant notamment à des fournisseurs tiers la possibilité concrète de travailler avec l'infrastructure du Secrétariat de l'Initiative. Une phase de prototypage est en cours pour tester différents produits et étudier la manière de concevoir un système d'identification et un outil CRM qui puissent fonctionner ensemble de manière efficace. Des options seront mises au point en accordant une attention particulière aux retours de la communauté afin que tous les aspects pratiques et de gouvernance de ce travail important soient compris et puissent être abordés de manière globale.

La négociation du contrat avec le fournisseur tiers Young Innovations a abouti à l'intégration de l'outil de publication de l'IITA (IATI Publisher) avec Aidstream, ce qui a permis de mettre les meilleures caractéristiques de ces deux outils à la disposition des signataires dans un seul et même outil. Un plan de communication a été élaboré afin de tenir les membres de la communauté informés et de les aider à appréhender les changements apportés aux outils. Les préoccupations soulevées par le Conseil d'administration ont été prises en compte et seront abordées à tous les stades du projet.

L'outil de validation de l'IITA a été amélioré pour permettre de vérifier les références en commun avec d'autres activités de l'IITA, ce qui a été annoncé sur la plateforme IATI Connect.

Une version provisoire de politique relative aux données de l'IITA est en cours d'élaboration et décrira de manière exhaustive la façon dont les outils de l'Initiative fonctionnent avec les données de l'IITA. Des processus de retour d'information et de consultation sont en cours. Les prochaines étapes consisteront à examiner et à modifier le texte de la politique sur la base des commentaires formulés. La politique sera préparée pour une diffusion plus large, et le Conseil d'administration sera invité à donner son avis sur son adoption.

La gestion de l'information sera améliorée au sein du Secrétariat, et un examen des outils et processus en place sera réalisé. Des travaux sont en cours en vue de rationaliser les données conservées dans les outils opérationnels du Secrétariat.

Champ d'application 4 : Soutien aux signataires et aux utilisateurs

Les progrès sont en bonne voie dans ce domaine. Un triage quotidien a été mis en place pour le service d'assistance de l'IITA, y compris des seuils relatifs aux accords de prestation de services et des flux de travail automatisés. Para ailleurs, des protocoles et des mécanismes permettant à l'équipe de partager et de traiter les demandes d'assistance ont été établis. Cela devrait permettre d'améliorer l'expérience des utilisateurs à l'avenir.

Des services d'assistance efficaces ont été fournis et ont obtenu les scores les plus élevés en termes de satisfaction. Pour illustrer la demande de services d'assistance, précisons que 123 demandes d'assistance ont été créées en moyenne chaque mois au cours du troisième trimestre, avec le volume le plus élevé enregistré en juillet 2024 et le plus faible en septembre 2024. Ces volumes sont comparables à ceux des périodes précédentes. Parmi les réussites qu'il convient de souligner, la Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) a publié des données de l'IITA pour la première fois en août (après avoir bénéficié du soutien du Secrétariat pendant un an) et le ministère des Affaires étrangères du Bahreïn a pris contact avec l'Initiative pour commencer la préparation à la publication de données.

Afin d'améliorer l'expérience de publication, les efforts visant à améliorer l'outil de publication de l'IITA ont commencé en août 2024 et s'intensifient au cours du reste de l'année 2024. Dans un premier temps, l'accent a été mis sur la rationalisation du processus de publication, l'alignement des mesures de contrôle de l'exhaustivité des données sur la norme de l'IITA et la mise en place d'un flux de travail dans l'outil afin de mieux guider les nouveaux utilisateurs à toutes les étapes du processus de publication des données. Ces démarches visent à réduire la dépendance à l'égard de directives écrites externes, à faire gagner du temps aux utilisateurs et à réduire le nombre de demandes adressées au service d'assistance de l'IITA.

La première version d'une plateforme de documentation moderne est en place et peut être adaptée aux besoins de l'IITA. La documentation est en cours de transfert sur cette plateforme, en commençant par la documentation relative à l'outil de validation. Nous sommes en train de migrer méthodiquement vers une plateforme standard (ReadTheDocs) pour la documentation technique et d'appui. Une note d'orientation relative à la traduction au sein de l'IITA a été préparée. Elle vise à fournir des orientations claires sur la manière dont l'Initiative fournit un soutien multilingue et la nature de ce soutien. Des commentaires/retours d'information peuvent déjà être formulés sur la version provisoire. Des travaux sont en cours pour s'assurer que la note tient compte de la norme en matière de données, des outils et des lignes directrices, afin de traduire en français et en espagnol les textes concernant les aspects essentiels de ces éléments. Des agences de traduction ont été identifiées et des conditions ont été convenues pour les services de traduction, prévoyant notamment l'audit du contenu, la relecture, la révision et d'autres services visant à améliorer le contenu en anglais avant de procéder à la traduction.

ODS a examiné les pages consacrées à la publication des données sur le site Internet de l'IITA afin de vérifier l'exactitude du contenu et d'apporter des modifications mineures en matière de navigation qui permettront aux visiteurs du site de trouver les informations dont ils ont besoin. Cette démarche a précédé un audit plus large du contenu du site Internet, lequel a été mené par l'agence externe Content Design London. La page du site Internet consacrée aux exigences des donateurs en matière de communication des données a été mise à jour et des discussions

ont eu lieu avec les gouvernements concernés sur la manière dont ODS peut collaborer au mieux avec eux pour aider les partenaires à publier des données.

Un atelier a été organisé avec le Service de surveillance financière du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en octobre 2024, un atelier auquel le ministère des Affaires étrangères du Danemark a également participé. Toutes les équipes ont pu acquérir une meilleure compréhension des différents modèles de données, et un prototype a été créé afin d'illustrer la manière dont les données de l'IITA peuvent être transformées pour répondre aux besoins du Service de surveillance financière. Un plan de travail commun a été élaboré avec celui-ci afin de poursuivre ces efforts, lesquels se sont intensifiés depuis la décision de la Commission européenne de mettre hors service le système EDRIS en mars 2025. Toujours dans le contexte humanitaire, des discussions approfondies sont en cours avec le Centre des données humanitaires pour intégrer ses données « 4Ws » dans la plateforme unifiée de l'IITA.

La demande de différentes communautés thématiques et le soutien à ces dernières ne cessent de croître. Le partenariat avec l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire se poursuit, et de nouveaux engagements sont en cours de mise en œuvre avec l'initiative « Éducation sans délai » de l'UNICEF. Les communautés chargées du suivi des financements destinés aux populations autochtones et de la préparation aux catastrophes ainsi que Land Portal souhaitent aussi s'impliquer. Étant donné que ces communautés sont confrontées à des défis similaires, le Secrétariat étudie des moyens de mettre en œuvre ce programme de travail dans le cadre d'une nouvelle offre en 2025.

Champ d'application 5 : Plaidoyer, communauté et communication

Après l'entrée en fonction de la nouvelle Directrice exécutive, le Conseil d'administration a demandé l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'engagement actualisés et couvrant la période stratégique actuelle. Plusieurs activités ont été menées par le Secrétariat au titre de la Stratégie d'engagement de l'IITA 2024-2025. Les trois principaux domaines d'engagement prioritaires étaient les suivants :

- Promouvoir la transparence de l'aide en tant qu'élément essentiel d'un développement efficace dans le domaine des données ouvertes et de la transparence des finances.
- Améliorer et faciliter l'utilisation des données de l'IITA pour favoriser la prise de décisions et la transparence.
- Renforcer l'adhésion à l'IITA, stimuler la croissance de la communauté et garantir la viabilité financière.

Afin de promouvoir la transparence de l'aide et d'assurer la visibilité de l'IITA, plusieurs activités visant la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) ont été entreprises au cours de la période concernée. L'IITA a soumis un document d'appui contribuant officiellement au document final de la FfD4, qui souligne le rôle important de l'Initiative dans la transparence des financements consacrés au développement et à l'aide humanitaire. Le document de l'IITA appelle à publier les informations relatives à tous les financements en utilisant la norme de l'IITA. De plus amples informations sont disponibles sur la page suivante : Documents d'appui pour la FfD4 | Bureau du financement du développement durable. Afin d'améliorer la visibilité et d'augmenter les chances de l'IITA d'être incluse dans le document final, l'Initiative a co-organisé un événement parallèle dans le cadre du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) des Nations Unies le 15 juillet afin de sensibiliser les différents acteurs à l'importance de la transparence et de l'efficacité en tant qu'éléments clés du développement durable. L'événement était organisé conjointement

avec le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC) et l'orateur principal était le ministre de l'Économie et de la Planification du Tchad, qui a expliqué les avantages que son gouvernement a pu tirer grâce à l'utilisation des données de l'IITA. D'autres orateurs représentaient USAID, le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires des Nations Unies, Publish What You Fund et le Gouvernement du Nigéria. L'événement parallèle a appelé à s'engager en faveur de la publication des données de l'IITA à l'occasion de la FfD4 en juin 2025. Cet événement a débouché sur un engagement proactif du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (chargé de diriger le processus de la FfD4) auprès de l'IITA. Compte tenu de l'importance de ce processus pour la mission de l'IITA, l'Initiative y prendra une part active pendant le reste de l'année 2024 et jusqu'en 2025, et organisera notamment un événement parallèle en février 2025.

Afin de renforcer la visibilité de l'IITA, le Secrétariat a préparé un rapport visant, d'une part, à faire connaître les différents cas d'utilisation et les progrès de l'initiative et, d'autre part, à présenter les défis à relever en matière de transparence et d'ouverture des données. Le rapport devrait être publié en novembre 2024 à l'occasion de l'Assemblée des membres. Il comprend cinq études de cas dont l'objectif est de démontrer l'impact concret de l'IITA dans le monde, lesquelles seront publiées dans un rapport distinct et sur le site Internet de l'IITA. Ces études de cas portent sur le renforcement de la redevabilité aux Pays-Bas, les données de l'IITA dans le tableau de bord sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'outil Map Africa de la Banque africaine de développement, la CAF (banque de développement de l'Amérique latine) et l'utilisation des données de l'IITA par le ministère fédéral du Budget et de la Planification économique du Nigéria.

Au cours du second semestre de l'année, le PNUD a mené des actions de sensibilisation directe en organisant des réunions avec les missions permanentes des Nations Unies au Nigéria, aux Pays-Bas, au Népal, en Éthiopie, en Gambie, au Cap-Vert, au Kenya, au Vanuatu, au Ghana, aux Tuvalu, aux Fidji, au Pérou et dans la Communauté des Caraïbes (CARICOM), afin d'examiner les possibilités d'adhésion et de partenariat. Plusieurs supports de communication à l'appui des activités de mobilisation, tels qu'une analyse des données nationales, ont été préparés. En outre, les activités de sensibilisation menées avec des OSC, telles que DefendDefenders, conduisent à l'engagement potentiel de nouveaux membres.

Afin d'améliorer et de faciliter l'utilisation des données de l'IITA et de favoriser ainsi la prise de décisions et la transparence, mais aussi pour respecter l'engagement pris lors de l'Assemblée des membres (tenue les 23 et 24 avril à Bogota), le Secrétariat a aidé la Présidence du Conseil d'administration à organiser des séances de réflexion permettant aux membres de partager leurs idées sur la meilleure façon de promouvoir l'utilisation des données de l'IITA. Au cours du mois d'août, deux séances virtuelles de réflexion sur l'utilisation des données ont été organisées, auxquelles ont participé plus de 60 membres de toutes les catégories. Un **document de synthèse sur les actions** formule des recommandations concernant les actions qui seront mises en œuvre au titre du plan de travail annuel de l'IITA en 2025, la stratégie d'utilisation des données et le prochain processus de consultation relatif au Plan stratégique de l'IITA après 2025. Afin d'accélérer la mise en œuvre des actions recommandées lors des séances de réflexion, un atelier intitulé « 2024 IATI Africa Regional Workshop » a été organisé avec succès à Nairobi, réunissant 48 participants issus de gouvernements partenaires, d'acteurs de l'aide au développement, d'OSC, d'organisations de défense des finances publiques et du budget des citoyens, d'universités et d'instituts de recherche, ainsi que d'organisations médiatiques menant des enquêtes journalistiques en Afrique de l'Est, centrale et australe. L'atelier avait pour but de sensibiliser les participants aux données de l'IITA et au renforcement des capacités d'utilisation des outils connexes, mais aussi de fournir un soutien pratique aux principaux groupes d'utilisateurs de données. Dans le cadre de cet atelier, le Secrétariat de l'IITA a organisé une journée complète de consultations sur le prochain Plan stratégique (2026-2030), qui a permis de recueillir des informations importantes sur les tendances émergentes dans le paysage financier, les réalisations de l'IITA jusqu'à présent, les défis, les possibilités et les facteurs favorables. L'atelier a permis de définir une vision et des facteurs de réussite en matière de transparence au-delà de 2030.

De même, plusieurs engagements ont été pris avec des membres et des membres potentiels de l'IITA, des missions des Nations Unies à New York, des partenaires bilatéraux, des organisations multilatérales, des fonds, des organisations philanthropiques et des OSC. Ces engagements ont déjà commencé à porter leurs fruits en renforçant les relations et en contribuant aux efforts de mobilisation des ressources. L'IITA a continué de mobiliser des contributions volontaires très attendues (200 000 euros) auprès de l'Union européenne pour 2025. Un accord portant sur la qualité des données et l'augmentation du nombre de membres sera en outre finalisé en novembre 2024.

Dans le cadre de ces efforts, l'IITA fera une présentation lors de l'événement parallèle du Forum des Nations Unies sur les données, intitulé « Measuring Inclusive Development in the Global South » (Mesurer le développement inclusif dans les pays du Sud), en marge du Forum mondial sur les données à Medellín (Colombie) le 12 novembre. Cet événement permettra de mettre en lumière la manière dont l'IITA relève les défis en matière de mesure et de quantification de la coopération Sud-Sud, dans le but d'améliorer la transparence et l'efficacité de l'allocation des ressources pour ce type d'aide dans les pays du Sud. L'événement parallèle représente une excellente occasion de démontrer l'engagement de l'IITA à favoriser le développement inclusif et la collaboration entre les partenaires du Sud. De même, la participation à la réunion du Groupe de travail sur les statistiques du financement du développement (GT-STAT) du CAD de l'OCDE à Paris (13 septembre) a permis de consolider une relation de travail importante et d'accroître la visibilité de l'IITA dans le cadre de ce forum.

Les activités régulières de communication ont été entièrement exécutées par le Secrétariat de l'IITA, ce qui a permis une communication efficace au sein du Conseil d'administration et entre les membres. L'IITA a mis à jour le calendrier des événements sur le disque partagé du Conseil d'administration ainsi que dans une copie accessible au public sur son site Internet, disponible à l'adresse suivante : https://iatistandard.org/fr/events/iati-events-calendar/. Parmi les principales activités mises en œuvre au cours de l'année figurent les suivantes : au premier trimestre, un plan de communication complet a été élaboré en vue des élections du Conseil d'administration de 2024, lequel prévoyait le calendrier des élections, les modalités de communication avec les membres et de correspondance avec les candidats, et l'annonce des résultats sur IATI Connect, dans les bulletins d'information et sur le site Internet de l'IITA. Les élections se sont ainsi déroulées de manière ordonnée et selon le calendrier prévu. Un plan de communication a également été diffusé en mars afin de promouvoir l'Assemblée des membres et les échanges de la communauté 2024. Il couvrait l'image de marque de l'événement, les invitations, la promotion sur les réseaux sociaux, les messages d'information et la coordination de l'élaboration d'un communiqué de presse avec APC-Colombie et DANE. Les messages publiés dans le cadre de l'événement sont ceux qui ont attiré le plus grand nombre de personnes sur les réseaux sociaux de l'IITA depuis le début de l'année. La rédaction, la conception, la traduction, la publication et la diffusion du rapport annuel de l'IITA et du rapport financier annuel 2023 sont autant d'activités clés qui ont été achevées au deuxième trimestre. Il convient notamment d'attirer l'attention sur les données montrant que les activités assorties de données sur les ODD ont augmenté de 23 % en 2023 par rapport à 2022, ainsi que sur une étude de cas portant sur la collaboration de l'IITA avec l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire (GAFS). Au cours du troisième trimestre, suite au lancement de l'Indice de la transparence de l'aide 2024, la visibilité de l'IITA a été renforcée grâce à des moyens de communication appropriés. Les actualités de l'IITA ont continué d'être diffusées sur les canaux de communication habituels, à savoir le site iatistandard.org, les plateformes X, LinkedIn, Facebook et WhatsApp, le Bulletin d'information de l'IITA et le Bulletin d'information des membres du Conseil d'administration de l'Initiative.

Champ d'application 6 : Services d'élaboration de politiques et de planification

Domaine d'intervention : Élaboration de politiques et de stratégies

Une nouveauté importante réside dans le renforcement de la collaboration entre l'IITA et le Système de suivi financier de l'OCHA (FTS) par le biais d'un atelier conjoint avec le ministère des Affaires étrangères du Danemark, organisé à Istanbul du 9 au 11 octobre. Cet atelier a marqué une étape importante de l'année 2024 en favorisant une coopération plus étroite avec l'OCHA et le FTS afin d'étudier l'utilité des données de l'IITA pour divers besoins humanitaires. Dans le cadre de ce partenariat, d'autres progrès sont attendus avec la mise en œuvre d'un projet pilote mené par le Danemark en vue d'harmoniser les processus de communication d'informations entre l'IITA et le FTS, l'objectif étant de rendre les données plus exploitables et plus utiles pour les parties prenantes de l'action humanitaire. Cette initiative constitue également une occasion décisive de cibler les États membres de l'Union européenne et leurs partenaires après l'arrêt du système d'information EDRIS, très utilisé par les acteurs humanitaires européens.

Le rapport intitulé *IATI 2030: Strategic Pathways in a Changing ODA Landscape* (IITA 2030 – Orientations stratégiques face aux évolutions de l'APD), qui analyse de façon approfondie le paysage de l'aide internationale, servira de base au processus de consultation qui sera bientôt mené dans le cadre de la planification stratégique. Nous sommes à un moment charnière pour définir l'orientation future de l'Initiative. Le Secrétariat de l'IITA a apporté son aide au groupe de travail technique sur la coopération Sud-Sud et préparé une note d'orientation fondée sur les données de l'Initiative afin de définir les étapes suivantes de la mise en œuvre de cette coopération. Cette note vise à éclairer les travaux du groupe de travail technique, créé par le Conseil d'administration en juin 2024 avec pour mandat de le conseiller sur les flux de coopération Sud-Sud en s'appuyant sur les termes de référence approuvés. L'élan en faveur de l'élaboration par l'IITA d'orientations stratégiques sur la coopération Sud-Sud fait suite à l'engagement exprimé par le Conseil d'administration à Bogota de constituer un groupe de travail regroupant les principales parties prenantes du domaine afin d'évaluer l'application de la norme de l'IITA et d'améliorer ainsi la transparence et la coordination des partenariats de coopération Sud-Sud. Pour aider concrètement le groupe de travail, le Secrétariat continuera d'analyser les différents mécanismes de communication d'informations employés dans le cadre de la norme de l'IITA afin d'identifier des synergies.

Un document a été préparé par Publish What You Fund sur la possibilité d'élargir les tests automatisés actuellement utilisés par l'indice de transparence de l'aide à tous les signataires de l'IITA en vue d'améliorer de manière globale la qualité des données. Une étude de faisabilité sera réalisée par le Secrétariat (en collaboration avec Open Data Services) aux troisième et quatrième trimestres.

Domaine d'intervention : Conseils stratégiques

Le Secrétariat a collaboré activement avec la Communauté de pratique des financements préétablis du Centre de protection contre les catastrophes dans le cadre de l'élaboration de la version préliminaire du rapport 2024 sur l'état des financements préétablis. Ce travail s'appuie sur différentes méthodes telles que l'apprentissage automatique appliqué aux données de l'IITA pour améliorer les prévisions et la préparation aux catastrophes. Le Secrétariat de l'IITA a par ailleurs participé à un atelier d'échange sur le suivi des financements destinés aux populations autochtones et aux communautés locales en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cet atelier visait à dresser un bilan des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la feuille de route de l'Accord de Paris, à mettre en commun les expériences en matière de suivi et de surveillance et à discuter des mesures à prendre pour renforcer la transparence des financements destinés aux populations autochtones et aux communautés locales.

La coopération avec les bureaux de pays du PNUD s'est accrue, notamment avec la fourniture de conseils stratégiques à la Communauté de pratique du PNUD chargée de la coordination de l'aide dans les États arabes. Le Secrétariat continue également de participer à des dialogues politiques avec les principales parties prenantes et de faire valoir l'utilisation des données de l'IITA dans le cadre des consultations sur les mesures d'anticipation menées avec le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) de l'OCHA, des échanges avec l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire (GAFS) et de sa collaboration avec le Centre des données humanitaires et la plateforme Humanitarian Data Exchange. Au cours de la période considérée,

le Secrétariat a fourni des conseils et un appui technique au bureau de pays du PNUD en **Ukraine** afin d'aider le gouvernement à mettre au point un système de gestion de l'information sur l'aide de façon à renforcer les mécanismes gouvernementaux de transparence et de redevabilité visant à rendre compte des flux financiers externes reçus par l'Ukraine. Le Secrétariat a également apporté un soutien technique dans le cadre de la création du portail DREAM en Ukraine (un nouveau système de contrôle des marchés publics lancé par Open Contracting Partnership et Prozorro) afin de mettre à profit les bonnes pratiques d'utilisation des données de l'IITA dans le contexte des marchés publics relatifs à la reconstruction et au relèvement dans le pays. Enfin, le Secrétariat a aidé le bureau de pays du PNUD au Népal et le Gouvernement népalais à mettre au point le nouveau Système d'information sur le financement du développement, en collaborant avec le développeur de l'outil afin d'intégrer les données issues de la banque de données de l'IITA.

Champ d'application 7 : Gestion opérationnelle et financière

À la suite de l'Assemblée des membres et des réunions d'échanges organisées à Bogota (Colombie) en avril, l'UNOPS a pris contact avec les différents membres afin qu'ils signent les nouveaux accords de contribution. Le Bureau s'est notamment efforcé de les sensibiliser aux avantages des accords pluriannuels, qui couvriront les modalités actuelles d'hébergement du Secrétariat jusqu'à juin 2028. Comme convenu lors de l'Assemblée des membres de mars 2023, les membres de l'IITA qui ne peuvent pas conclure de contrat avec l'UNOPS sont invités à payer leur cotisation à l'Initiative par le biais du PNUD. Les membres concernés sont l'Allemagne, le Canada et la Suisse. Le PNUD a signé un accord pluriannuel avec l'Allemagne (ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, ou BMZ) et le Canada (ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, ou MAECD).

Conformément aux recommandations de l'Assemblée des membres et à la demande du Conseil d'administration, le Secrétariat de l'IITA a établi des rapports financiers dans un format normalisé. Les données présentées dans ce rapport sont à jour au 31 décembre 2024 (T4). Cette courte description a pour objectif d'établir une comparaison entre la dernière année de la précédente mise en œuvre de l'IITA par l'UNOPS (de 2013 à 2023, suivant les anciennes modalités d'hébergement du Secrétariat), et la première année de la mise en œuvre actuelle (période 2024-2028). La précédente période de mise en œuvre de l'IITA est désormais clôturée du point de vue opérationnel et financier, et le solde restant, d'un montant de 1 476 766,39 dollars US, a été intégralement transféré au projet actuel, comme convenu par toutes les parties avec l'approbation du Conseil d'administration (réf. : courrier électronique du 12 janvier 2024, Décision relative au plan de travail WP/2023/ 2 : *transfert du fonds d'affectation spéciale de l'IITA aux nouvelles entités chargées de l'hébergement institutionnel)*.[1]

Comme l'indique le tableau 1 ci-dessous, le montant total des recettes s'élevait à 2,7 millions de dollars US en 2023, et celui des dépenses à 4,05 millions de dollars US. Le report des fonds de 2022 (2,6 millions de dollars US) a permis à l'IITA d'honorer ses obligations financières. Au 31 décembre 2024, l'IITA avait perçu environ 2,81 millions de dollars US de recettes, correspondant aux cotisations de tous les membres ainsi qu'à des contributions volontaires de la Commission européenne (109 850 dollars US pour 2024 et 62 081 dollars US pour 2023, toutes deux versées en 2024).

En plus de poursuivre sa collaboration avec le PNUD afin de proposer des solutions pour une plus grande viabilité financière de l'IITA, l'UNOPS s'est efforcé de renouveler les partenariats, d'en formaliser de nouveaux et de collecter les paiements en 2024.

[1] 1 028 288,10 dollars US en février 2024 et 448 478,29 dollars US en juillet 2024.

Conformément au paragraphe 2.4 des POP sur les conditions de dispense du paiement de la cotisation, l'UNOPS a également effectué un suivi auprès des membres qui ont précédemment demandé des dispenses de paiement afin de savoir si celles-ci sont toujours nécessaires en 2024 pour des raisons politiques, sociales, économiques ou d'autres problèmes valables ayant un impact sur leur capacité à payer.

Bien que les dépenses du premier semestre 2023 (2 379 069 dollars US) aient été plus élevées que celles de la même période de 2024 (1 639 815,49 dollars US), le rythme de mise en œuvre s'est accéléré au cours des troisième et quatrième trimestres 2024. Par conséquent, les dépenses totales de cette année, estimées à 4 357 137 dollars US, dépassent de 7,5 % celles de 2023 (4 050 156 dollars US).

Tableau 1 : Montant total des recettes et des dépenses (2023/2024)

2023							
Income				Expenditure			
Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
689,385	301,500	800,313	930,655	1,221,883	1,157,186	961,458	709,629
		*Total income:	**2,721,853**			Total expenditure:	**4,050,156**
2024							
Income				Expenditure			
Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
1,025,070	543,000	557,532	733,312	682,774	957,042	1,159,138	1,558,204
		**Total income:	**2,858,914**			Total expenditure:	**4,357,157**

Remarques concernant le tableau 1 : * Le montant total des recettes comprend les cotisations versées directement au PNUD (85 000 dollars US) ainsi que les contributions volontaires du MAECD canadien et de l'UNOPS (69 451 dollars US). Il ne comprend pas le report de solde de 2022 (3 935 946 dollars US).

** Le montant total des recettes comprend les cotisations versées directement au PNUD (258 139 dollars US) ainsi que les contributions volontaires de la Commission européenne (109 850 dollars US pour 2024 et 62 081 dollars US pour 2023, toutes deux versées en 2024). Il ne comprend pas le report de solde de 2023 (2 638 578 dollars US). Il ne comprend pas non plus le report du solde de l'ancien projet de l'IITA vers le nouveau projet (1 476 766,39 dollars US).

Comme le montre le tableau 2 ci-dessous, le taux d'exécution global, ou la proportion du budget qui a été dépensée, est estimé à 91 % pour 2024.

Tableau 2 : Dépenses par catégorie (2023/1er janv. – 30 nov. 2024)

	2023 Full Year			2024 Full Year (Budget) - Jan to Dec 2024 (Exp)		
Cost Category	Budget	Expenditure	Expenditure	Budget	Expenditure	Expenditure
Personnel	**2,230,462**	**972,732**	**44%**	**1,793,372**	**1,580,495**	**88%**
Labour Cost - IP Staff		231,783			1,048,745	
Internship Stipend		6,424			1,383	
Labour Cost - International Personnel Services Agreement (IPSA)		567,978			514,957	
Labour Cost - IP Staff on Temporary Appointment		166,547			15,411	
Consultancy / Service Contracts	**2,539,801**	**2,425,363**	**95%**	**1,374,944**	**1,626,879**	**118%**
International Consultants - Short Term Support Contractor		893,061			601,132	
International Consultants - Short Term Technical Contractor		28,675			75,812	
Service Contract Holders		479,924			942,134	
Long Term Contractual Service Contracts		480,620			-	
General Insurance - Consultancy		458			-	
Service to Projects - General Opex		3			7,800	
DI Salaries		542,622				
IT Applications / Subscriptions	**258,652**	**146,776**	**57%**	**341,142**	**78,297**	**1%**
Information and Communications Technology (ICT) Supplies		74,148			3,574	
Email Subscription		1,278			-	
Computer Software		19,348			6,389	
Maintenance Cost - Software Licenses		51,600			34,800	
Print and Publications		-			33,534	
Other Media Costs		403			-	
Travel	**286,718**	**227,987**	**80%**	**543,355**	**287,646**	**27%**
Travel Tickets - International/Local		89,300			147,305	
Daily Subsistnce Allowance - International/Local		82,850			72,263	
Travel Cost - Other		52,626			23,202	
Learning/workshop/training costs					44,875	
Grants				**400,000**	**400,000**	
Publish What You Fund (PWYF)				400,000	400,000	
Others	-	**19**	-		**26**	
Foreign Exchange Losses		43			371	
Realized Loss		23			(345)	
Unrealized Foreign Exchange Gain		(47)				
Facilities and Administration - Implementation	**414,010**	**277,279**	**67%**	**312,051**	**383,815**	
Facilities and Administration - Implementation		277,279			383,815	
Grand Total	**5,729,643**	**4,050,156**	**71%**	**4,764,863**	**4,357,157**	**91%**

Remarques concernant le tableau 2 :

* Les frais de personnel comprennent les contrats à durée déterminée, les contrats temporaires, les contrats de service professionnels internationaux, les contrats de stage et les coûts associés.

* Services de conseil (consultants individuels et prestataires de services). Une partie des dépenses destinées à Open Data Services en 2023 a été comptabilisée en 2024. Oct. – nov. 2024 frais d'estimation inclus - paiement en attente.
* Applications informatiques et abonnements (outils/plateformes de l'IITA et abonnements mensuels : MailChimp, IATI Connect, assistance Zoom, etc.)
* Une ligne budgétaire distincte a été créée pour les subventions (PWYF) prises sur le budget informatique dans le présent tableau. Le budget global reste inchangé .
* Frais généraux de soutien à la gestion – 8 % pour le PNUD ; 3,95 % pour l'UNOPS
* Déplacements (frais de déplacement du Secrétariat pour les réunions et frais de déplacement pour les ateliers de l'IITA)

S'agissant de l'examen des dépenses par champ d'application, il est important de noter que les activités prévues pour 2024 ont été classées dans de nouvelles catégories dans le plan de travail actuel. Pour faciliter les comparaisons, les activités de 2023 ont été regroupées dans ces nouvelles catégories. Pour chaque champ d'application, les frais de personnel sont pris en compte, comme c'était le cas avant cette réorganisation. Le tableau 3 présente la ventilation de ces chiffres.

Tableau 3 : Dépenses par champ d'application (2023/2024)

	2023 Full Year			Jan to Dec 2024		
Expenditure by Scope	**Budget**	**Expenditure**	**2023 Delivery**	**Budget**	**Expenditure**	**Delivery rate**
Scope 1: Accountability Structure	640,072	423,700	66%	489,460	419,122	86%
Scope 2: Stewardship of the IATI Standard	185,640	55,211	30%	314,007	357,834	114%
Scope 3: Technical Infrastructure	277,315	150,038	54%	827,388	812,603	98%
Scope 4: Publisher and User Support	1,069,724	806,823	75%	665,909	620,560	93%
Scope 5: Advocacy, Community and	858,301	612,988	71%	643,055	539,387	84%
Scope 6: Policy and Planning Services	339,767	87,599	26%	528,939	731,556	138%
Scope 7: Operational Management	760,323	510,342	67%	1,127,095	692,680	61%
Scope 8: Procurement and Contracts Management	478,498	293,994	61%	169,010	183,415	109%
Scope 9: Transition Activities	1,120,003	1,109,461	99%	-	-	
Grand Total	**5,729,643**	**4,050,156**	**71%**	**4,764,863**	**4,357,157**	**91%**

Comme indiqué précédemment, le taux d'exécution global pour 2024 est estimé à 91 %, ce qui dépasse déjà celui de 2023. Ce taux comprend le versement intégral de la subvention accordée à Publish What You Fund, d'un montant de 400 000 dollars US.

En septembre, l'accord de 2024 concernant les contributions d'une entité des Nations Unies à une autre, qui constitue la base des relations qu'entretiennent le PNUD et l'UNOPS, a été modifié pour tenir compte du plan de travail sur une année entière. Le deuxième versement a ensuite été reçu par le PNUD, ce qui lui a permis d'entreprendre les activités prévues dans le cadre du projet. Début décembre, l'UNOPS a transféré la troisième et dernière tranche de l'accord au PNUD, garantissant ainsi la disponibilité de fonds pour ce dernier jusqu'à la fin de l'année.

La réunion de l'IITA et du-FTS, qui s'est tenue à Istanbul du 9 au 11 octobre, a rassemblé le Secrétariat de l'IITA, les collègues du Système de suivi financier de l'OCHA et le ministère danois des Affaires étrangères afin de développer des méthodes permettant aux États membres européens de rendre compte efficacement de leurs flux humanitaires, tout en éclairant les mises à jour ultérieures des orientations/standards humanitaires de l'IITA. Le PNUD a également organisé avec succès un atelier régional sur le « Renforcement de l'utilisation des données de l'IITA par les partenaires d'Afrique de l'Est, centrale et australe du 4 au 6 novembre à Nairobi, qui a réuni plus de 30 participants issus des gouvernements des pays partenaires, d'instituts de recherche et d'OSC, ainsi que des journalistes d'investigation de la région. Cet atelier visait à sensibiliser les membres d'Afrique de l'Est, centrale et australe aux avantages de l'utilisation des données de l'IITA pour informer les processus nationaux de planification et de budgétisation.

La directrice exécutive de l'IITA, accompagnée du responsable de l'équipe du PNUD chargée de l'intégration des Objectifs de développement durable (ODD) ont assisté au lancement de l'Indice de transparence de l'aide 2024 par Publish What You Fund à Washington D. C. le 16 juillet 2024, où ce dernier a donné une présentation mettant en évidence les synergies entre les données de l'IITA et les efforts du PNUD en matière d'intégration des ODD. Ce fut l'occasion pour la directrice exécutive de l'IITA de rencontrer les défenseurs de la transparence et d'établir un réseau avec eux, en particulier avec des partenaires tels que l'USAID, l'Institut Brookings et la SFI.

Conformément à l'engagement pris par la directrice exécutive de procéder à une évaluation de la viabilité financière de l'Initiative, le PNUD et l'UNOPS ont préparé un rapport d'analyse détaillé exposant la situation financière de l'IITA qui sera soumis au Conseil d'administration. Le rapport comprenait des prévisions avec des scénarios possibles, des défis et des recommandations pour augmenter les sources de revenus, et a été partagé avec un groupe de travail sur la viabilité financière, , qui vient d'être créé par le Conseil d'administration pour impliquer les membres dans les décisions concernant ce sujet important.

Champ d'application 8 : Gestion des achats et des contrats

Plusieurs opérations d'achat ont eu lieu au cours de l'année. L'UNOPS a par exemple fait appel à un modérateur dans le cadre de l'Assemblée des membres qui s'est tenue en Colombie en avril, et le PNUD a engagé un consultant avant, pendant et après l'événement. Le PNUD continue en outre de gérer l'accord à long terme conclu avec Open Data Services (ODS) concernant l'accompagnement technologique de l'IITA, qui prévoit l'aide du personnel d'ODS et l'acquisition de plusieurs outils et applications informatiques pour la mise en œuvre de solutions technologiques dans le cadre des champs d'application 2 à 4 du plan de travail. Le personnel d'ODS est parfois amené à se déplacer pour accompagner la mise en œuvre du plan de travail de l'IITA : en février dans le cadre de l'élaboration du plan de travail, en avril lors de l'Assemblée des membres, en juin à l'occasion de la réunion du Conseil d'administration, et au troisième trimestre pour assister à diverses réunions et séances de dialogue. Ces activités sont détaillées ci-dessous :

- Le PNUD a assuré des services de réunion à l'occasion de la manifestation parallèle organisée par l'IITA et le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement en marge du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, le 15 juillet 2024. L'organisation a ainsi réservé une salle de conférence, prévu des services d'assistance informatique et de traduction, mis à disposition des outils de valorisation de la marque, assuré la restauration et pris en charge les frais de déplacement liés à la participation d'Henry Asor Nkang.
- Des services d'interprétation simultanée en anglais et en français ont été assurés dans le cadre de la séance de réflexion sur l'utilisation des données par les membres de l'IITA qui a eu lieu le 28 août 2024.
- Le PNUD paie également des abonnements mensuels pour les outils et les applications informatiques nécessaires à la mise en œuvre des activités prévues dans le plan de travail, notamment MailChimp ainsi qu'une licence Adobe Acrobat/Creative Cloud.
- Pour soutenir le travail du Secrétariat, un spécialiste de la mobilisation a été recruté dans le cadre d'un contrat de consultant à court terme afin de faciliter les consultations relatives au plan stratégique avec les parties prenantes externes et internes de l'IITA, conformément aux mesures prévues au titre du champ d'application 5 dans le plan de travail. Cette consultation à court terme a été prolongée jusqu'au premier trimestre 2025 pour assurer la continuité des activités de mobilisation jusqu'à ce que le poste de spécialiste de la mobilisation soit pourvu en 2025.
- Le PNUD a fait appel aux services du bureau de pays du PNUD au Kenya pour gérer toute la logistique de l'atelier destiné à l'Afrique de l'Est, centrale et australe en novembre 2024. Des activités de clôture sont en cours afin de clore toutes les transactions financières de l'atelier avant la fin de l'année.
- Le PNUD a fait appel aux services d'un infographiste pour la conception du rapport anniversaire de l'IITA et du rapport de suivi 2023.
- Un contrat de consultant individuel (CI) a été conclu pour diriger l'exercice de planification stratégique de l'IITA et soutenir le Secrétariat de l'IITA en tant que « Consultant en planification stratégique ». Le CI travaillera avec le Secrétariat de l'IITA tout au long des principales phases du processus de planification stratégique, de septembre 2024 à décembre 2025, et dirigera la rédaction du plan stratégique et du cadre de résultats, tout en jouant un rôle de premier plan dans la consultation des principales parties prenantes.
- Deux évaluateurs indépendants sous contrat de consultant individuel (CI) ont été engagés par le PNUD pour examiner la mise en œuvre des objectifs du plan stratégique (2020-2025) dans le cadre de son mandat, renforcer la responsabilité de l'IITA vis-à-vis de ses principales parties prenantes et permettre de tirer des enseignements précieux pour soutenir la transformation de l'initiative.
- Le contrat de CI relatif à l'appui de l'organisation des événements de l'Assemblée des membres a été prolongé jusqu'au premier trimestre 2025 afin de fournir un soutien

supplémentaire au Secrétariat de l'IITA pour l'atelier de l'UE, un événement parallèle au FFD4 en février, un soutien à la sensibilisation des organisations basées dans l'UE, et une proposition sur la mobilisation des ressources.
- L'UNOPS a recruté un Chargé d'appui à la gestion des programmes qui rejoindra son équipe le 2 janvier 2025. Ce personnel supplémentaire devrait permettre d'améliorer la rapidité et la qualité des services fournis aux membres et au Secrétariat.
- L'UNOPS a également fait appel à des services de traduction pour répondre aux besoins ponctuels, et à des services d'interprétation pour l'atelier consacré à la prospective de l'IITA 2030, qui s'est tenu le 10 décembre 2024, et pour la réunion de l'Assemblée des membres prévue en janvier 2025.

Conclusion et pistes de réflexion pour le Conseil d'administration

Des progrès rapides ont été observés dans tous les champs d'application du plan de travail 2024, et le taux d'exécution est en augmentation. La directrice exécutive de l'IITA contribue à l'accroissement des taux d'exécution sur plusieurs fronts importants et se prépare à évaluer le Plan stratégique actuel, à consulter les parties prenantes et à rédiger la version préliminaire d'un nouveau Plan stratégique qui sera soumis à l'approbation des membres au quatrième trimestre 2025.

Plusieurs difficultés ont été rencontrées au cours de la période considérée :

- Dotation du Secrétariat en personnel : le Secrétariat se heurte à un problème majeur en matière de personnel. Conformément au plan de travail approuvé, le PNUD est censé disposer de huit employés à temps plein, mais le Secrétariat ne fonctionne actuellement qu'avec six personnes, et deux postes importants demeurent vacants, à savoir celui de spécialiste de la mobilisation, le dernier consultant ayant été licencié, et celui d'associé(e) opérationnel(le). Ces postes sont essentiels au bon fonctionnement du Secrétariat. De même, le retard intervenu dans le recrutement de la directrice exécutive a entraîné une longue absence de leadership stratégique. Le recrutement des deux postes encore vacants doit être accéléré. Il est urgent de pourvoir le poste d'associé(e) opérationnel(le) afin d'assurer les fonctions d'achat. En effet, le Cadre de contrôle interne du PNUD exige que cette fonction soit distincte de la fonction de demande d'achat assurée par le/la spécialiste des opérations. L'absence d'associé(e) opérationnel(le) retarde les achats, les déplacements et d'autres tâches administratives, ces fonctions étant pour l'instant assurées exceptionnellement par une personne extérieure à l'équipe, selon sa disponibilité.
- Retard dans l'approbation du plan de travail : compte tenu du renouvellement du Conseil d'administration et de l'approbation du plan de travail en avril, des retards ont été observés dans la mise en œuvre de celui-ci. Il est prévu qu'un plan d'accélération soit mis en place.
- Retard dans le paiement des principaux partenaires : en raison de plusieurs problèmes complexes tels que les approbations et les difficultés administratives rencontrées par l'UNOPS concernant le processus d'achat unique, la subvention à Publish What You Fund (PWYF) n'a pas été versée à la date initialement prévue. Le problème est désormais résolu.

Des stratégies d'atténuation sont mises en place pour résoudre ces problèmes en faisant appel à des consultants à court terme afin de remédier à la pénurie de personnel, et des séances de planification précoces ont été convenues et organisées afin d'approuver le plan de travail 2025. Dorénavant, le Secrétariat devra accélérer la mise en œuvre des activités prévues dans le plan de travail 2024 en respectant le budget existant. Le Secrétariat a également élaboré un solide plan de travail pour 2025 en s'inspirant des domaines prioritaires approuvés par le Conseil d'administration lors de la réunion du troisième trimestre.

Demande d'approbation par le Conseil d'administration :

1. Approbation du rapport d’avancement de novembre 2024 ;
2. Demande d’approbation du plan de travail 2025 (à fournir sur un document distinct).